



Samuel Chakwera,
Représentant du HCR au Mozambique.

Mai 27, 2021.

Monsieur le représentant,

Nous venons d'apprendre avec stupéfaction et inquiétude l'arrestation de Monsieur Cassien Ntamuhanga, journaliste d'origine rwandaise, activiste des Droits de l'Homme, et membre fondateur de « L'Alliance Rwandaise pour le Pacte National (RANP-Abaryankuna) », ce 24 Mai 2021 au Mozambique où, bien qu'il avait le statut de réfugié, il vivait caché puisqu'il était pourchassé par les autorités de Kigali. Rappelons que cette arrestation a eu lieu quelques jours après la visite de Son Excellence Philippe Nyusi, Président du Mozambique, à Kigali au Rwanda.

Monsieur Ntamuhanga Cassien a commencé son calvaire lorsqu'il a été arbitrairement arrêté le 07/04/2017, accusé faussement de complot contre le président Kagame et son régime, incarcéré au Rwanda et condamné à 25 ans de prison ferme. Par la grâce divine, il avait miraculeusement pu s'échapper de la tristement célèbre prison de haute sécurité de Mpanga en octobre 2017 et trouvé refuge au Mozambique. A l'époque, deux de ses coaccusés, Messieurs Gérard Niwemugabo, écrivain, chercheur et professeur à l'Université Nationale du Rwanda, et Kizito Mihigo, chanteur et militant des droits de l'homme, ont subi des sorts atroces : le premier est porté disparu depuis le 06 avril 2014, tandis que le second a été assassiné dans sa cellule dans une station de police en février 2020.

Alors que Cassien Ntamuhanga croupissait dans les geôles mouroirs du Rwanda, ses trois frères Ngabo Fikil Jimmy, Mutuyimana Joël et Ngabonziza Moses ont été enlevés à leur domicile par les redoutables services secrets rwandais le 04/10/2016 et sont portés disparus depuis lors.

Il convient de signaler que Cassien Ntamuhanga venait d'être jugé in absentia et encore une fois condamné, dans une parodie de justice, à 25 ans de prison ferme dans l'affaire dite du journaliste Phocas Ndayizera et ses 13 camarades, accusés, eux aussi, de complot contre l'Etat.

Etant donné que Monsieur Cassien Ntamuhanga est doublement dans le collimateur du gouvernement rwandais -il s'est échappé de prison et il est membre fondateur de RANP, mouvement des jeunes redouté par le gouvernement rwandais- il y a de fortes chances que le pouvoir de Kigali soit derrière cette arrestation. Ainsi, si jamais il était extradé au Rwanda au mépris de toutes les lois et conventions internationales pertinentes régissant la protection des réfugiés, sa vie serait inévitablement en danger, surtout qu'il n'aurait pas de procès équitable pour la simple raison que la justice au Rwanda est loin d'être indépendante.

C'est pourquoi nous lançons un appel pressant au Gouvernement mozambicain, au HCR et aux organisations de défense des Droits de l'Homme afin qu'ils coordonnent leurs efforts pour que Monsieur Cassien Ntamuhanga soit protégé et ne soit remis au pouvoir qu'il a légitimement fui.

Veuillez agréer, Monsieur le représentant, l'assurance de notre haute considération.



Copie Pour Information :

- Human Rights Watch,
- Amnesty International,
- Comité International de la Croix Rouge ,
- Southern African Development Community,
- Union Africaine,
- Commission des Droits de l'Homme de l'Organisation des Nations Unies.
- Reporters sans frontières

Signataires:

1. Action citoyenne pour la Paix, **Suisse** ;
2. Association des rescapés du génocide des réfugiés rwandais au Congo (Ex-ZaïreRDC) ARGR-Intabaza, **Nederland** ;
3. Centre de Lutte contre l'Impunité et l'Injustice au Rwanda (CLIIR), **Belgique** ;
4. Comité pour l'Unité, la Paix et la Réconciliation au Rwanda (CUPR), **France** ;
5. Congrès rwandais du Canada (CRC), **Canada** ;
6. Convention Nationale Républicaine (CNR-Intwari), **Suisse** ;
7. Comité de Suivi de la Problématique des Réfugiés Rwandais (CSPR), **Suisse** ;
8. COVIGLA, Collectif des victimes des crimes de masse commis dans la région des grands lacs africains, **France** ;
9. Forces Démocratiques Unifiées-Inkingi, **UK** ;
10. Fondation Ibukabose-Rengerabose, Mémoire et Justice pour tous, **France** ;
11. Global Campaign for Rwandans' Human Rights (**UK**)
12. Global Voice of Rwandan Refugees (GVRR), **South Africa** ;
13. Groupe d'initiative France-Rwanda, **France** ;
14. Inganzo Gakondo, **Russie** ;
15. Initiative du Peuple pour l'Alliance Démocratique (IPAD-Umuhuza), **USA** ;
16. Initiative Humanitaire pour la région des grands lacs (IHRGL), **Belgique** ;
17. Initiative HUMURA, **Belgique**;
18. Institut Seth Sendashonga pour la Citoyenneté Démocratique ISCID asbl, **Belgique** ;
19. JAMBO asbl, **Belgique** ;
20. Liberté d'Expression Culture et Paix, LECP Info, **USA** ;
21. Mouvement Républicain pour la Paix et le Progrès, MRP, **Belgique** ;
22. Norway Sub Sahara Africa development organization (NSADO), **Norway**;
23. Observatoire des Droits de l'Homme au Rwanda (ODHR), **France** ;
24. Organization for Peace, Justice and Development in Rwanda and Great Lakes Region (OPJDR), **USA**;
25. PS Imberakuri, **Belgique**;
26. Rassemblement des Jeunes pour l'Avenir du Rwanda (RAJAR ASBL), **Africa**.
27. Réseau International pour la Promotion et la Défense des Droits de l'Homme au Rwanda (RIPRODHOR), **France** ;
28. Rwanda National Congress - RNC, **USA** ;
29. Rwanda National Forum (RNF), **USA** ;
30. Rwandan Alliance for the National Pact (RANP-Abaryankuna), **Africa**.
31. Rwandan American Youth Association, **USA**;
32. Rwandan Platform for Dialogue, Truth, and Justice (RDTJ), **South Africa** ;
33. Rwandiske Forum in Norway (RFN), FORUM RWANDAIS DE **NORVEGE** (RFN);
34. United Freedom Fighters (UFF-INDANGAMIRWA), **France**;
35. PDR Ihumure, **Belgique**
36. Rwanda Revolution Movement (RRM), **South Africa**

RBB Contact address: rwandabridgebuilders@gmail.com